



Lettre n° 222 du 9 janvier 2022

Au sommaire :

- **Ne nous laissons pas diviser par les provocations de Macron - La vraie fracture du pays, c'est celle entre la classe capitaliste et le monde du travail** - *Isabelle Ufferte, Laurent Delage*
- **Les vingt ans de l'euro ou l'échec de l'Europe du capital comme des souverainistes, Place à une Europe des travailleurs et des peuples !** - *Galia Trépère*

Ne nous laissons pas diviser par les provocations de Macron La vraie fracture du pays, c'est celle entre la classe capitaliste et le monde du travail

« Les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder. Et donc on va continuer de le faire » ; « un irresponsable n'est plus un citoyen »... Macron a repris les méthodes démagogiques et provocatrices de Sarkozy et de l'extrême-droite pour tenter de masquer son incurie et sa panique en désignant des boucs émissaires. Il en a rajouté lors de la conférence de presse vendredi avec la présidente de la Commission européenne Ursula Van der Leyen : « *J'assume totalement [...] La vraie fracture du pays est là, quand certains font de leur liberté, qui devient une irresponsabilité, un slogan* ». Sans blague, mais la « liberté » des classes dominantes, elle, n'a rien d'un slogan ! Cette liberté bien sonnante et trébuchante plonge la société dans le chaos. La fuite en avant de l'infime minorité des possédants, financiers, grands actionnaires, pour maintenir leurs profits dans un système économique à bout de souffle, a des conséquences dramatiques pour les 99 %.

Macron prépare la suite, l'intensification de la guerre de classe et stigmatise les non-vaccinés pour tenter de diviser, paralyser. Péresse, pas en reste, veut « *ressortir le kärcher de la cave* ».

Sans surprise, le bruit et la fausse fureur retombés après les propos cyniques de Macron, les députés ont très majoritairement adopté le projet de loi sanitaire en première lecture. Un peu plus tôt, au Sénat, Castex avait assuré le service après-vente : « *Qui outrage la nation ? Qui fracture la nation ? Qui conduit les soignants dans nos urgences à faire des choix éthiques dramatiques ?* ».

Ceux qui se relaient au pouvoir depuis 30 ans ont fermé 100 000 lits d'hôpitaux, dont 5700 sur la seule année 2020 en plein Covid. Ils ont créé une pénurie jamais vue de soi-

gnants et de médecins, rendant l'accès à la santé extrêmement difficile à des millions de personnes en secteur rural comme en pleines métropoles. Ils n'ont eu de cesse de couper dans les dépenses publiques pour mieux alimenter la machine à profits. Ils ont méthodiquement délabré l'ensemble des services sociaux, les services publics et en particulier l'hôpital, aujourd'hui paralysé par 20 000 patients covid alors que cinq fois plus de lits ont été fermés ! Non seulement les médecins ne peuvent prendre en charge tous les patients qui nécessitent des soins de réanimation mais des dizaines de milliers de personnes voient leurs soins, leurs interventions, leurs examens reportés avec des conséquences parfois dramatiques.

Depuis des années, les luttes se succèdent contre les fermetures de services et hôpitaux, la pénurie de personnels et médecins. En 2019, les Urgences de tout le pays étaient en grève. En janvier 2020, plus de 1000 chefs de services hospitaliers posaient leur démission administrative. La réponse du gouvernement a été de pointer du doigt ceux qui « *abuseraient du système* », il vient d'instaurer un forfait urgences de 19,61 euros qui touche les plus précaires !

Sans plan massif, immédiat, d'embauches et de réouvertures de lits, le système de santé ne peut que s'effondrer davantage, incapable de faire face à une quelconque nouvelle épidémie ou autre évènement provoquant un afflux de malades. « *Pas possible* » d'embaucher nous explique Véran, puisqu'il n'y a pas de personnel « *sur le marché* ». Mensonges pour de nombreuses catégories ! Et pour les autres, en 2 ans depuis le début du Covid, deux promotions d'aides-soignantes auraient pu être formées, soit plusieurs dizaines ou centaines de milliers, et autant d'in-

firmières pourraient être diplômées d'ici un an si les portes des écoles avaient été ouvertes ! Cela changerait déjà beaucoup la situation au lieu d'assister à une multitude de démissions de personnels épuisés et écœurés.

Mais ces mesures d'urgence évidentes ne sont pas au programme des classes dominantes et de leurs personnels politiques quels qu'ils soient... pas plus que l'augmentation générale et massive des salaires. Bien au contraire, leur programme c'est tout faire pour que la machine tourne, que les profits ne toussent pas en ouvrant toujours plus le robinet d'argent « magique » !

Pour cela il faut accroître la pression sur les premier.es de corvée. Peu importe les transports en communs bondés, les risques d'une réduction de la période d'isolement, les personnels hospitaliers positifs asymptomatiques contraints de continuer à travailler.

Le pass vaccinal, la police sanitaire, les tentatives de culpabilisation, les stigmatisations, les provocations visent à contraindre les travailleurs, les pauvres, la jeunesse, à tenter de faire diversion, à détourner la colère grandissante pour essayer de retarder les explosions sociales.

Mais l'arrogance et le mépris de Macron peuvent se retourner contre l'envoyeur. Samedi, une remobilisation de Gilets jaunes et de personnes écœurées par les provocations de Macron est venue gonfler les manifestations contre le pass vaccinal, trop souvent dominées par l'extrême droite, pour dire haut et fort « *Macron, on t'emmerde !* ».

La panique du gouvernement est patente, en particulier dans les écoles où enseignants et parents sont excédés face aux injonctions contradictoires et intenables de Blanquer. Son seul objectif est que les parents continuent d'aller au travail, sans donner de moyens supplémentaires aux enseignants... au risque d'une explosion des cas positifs et contacts ! L'incurie est telle que les directions syndicales viennent de lancer un appel à la grève dans l'éducation le 13 janvier.

Faire tourner la machine à profits « quoi qu'il en coûte »

Le 3 janvier, Le Maire a présenté un train de nouvelles mesures pour les patrons, lui qui avait annoncé la fin de cette politique en août dernier. Pour toutes les entreprises touchées par les nouvelles restrictions, l'Etat assure la prise en charge de 100 % de l'activité partielle à partir d'une perte de 65 % du chiffre d'affaires (contre 80 % auparavant) et rembourse les coûts fixes à partir de 50 % de perte (contre 65 % auparavant).

Vendredi, lors de ses vœux à la presse, Le Maire a surenchéri... pour le prochain quinquennat. Au nom de la « *reconquête industrielle* », il veut poursuivre les baisses d'impôts de production et diminuer les cotisations pour les hauts salaires, au-delà du seuil actuel de 2,5 SMIC... Une fuite en avant qui va ruiner un peu plus la sécurité sociale pour aller ruisseler dans le casino boursier !

La machine à subventionner les profits tourne à plein. Une machine alimentée par l'intensification de l'exploita-

tion, par l'appauvrissement des travailleurs et des classes populaires, par le laminage de tous les budgets publics comme vient de le rappeler Macron dans son interview du Parisien : « *Le quoi qu'il en coûte, c'est 15 % du PIB [...]* *Oui, cette dette il va falloir la payer. Mais avec de l'activité. Moi, tant que je serai dans mes fonctions, il n'y aura pas d'augmentation d'impôts. C'est par notre capacité à produire davantage et exporter, que nous pourrions progressivement dégager les surplus qui permettront de rembourser la dette* »... Moins d'impôts pour les riches et plus d'exploitation pour l'ensemble des travailleurs !

Salaires, licenciements, la colère du monde du travail s'exprime

Alors que la question des salaires est partout, Castex l'a redit cette semaine, pas de coup de pouce au SMIC (+ 0,9 %). Les retraites augmentent de +1,1 % alors que l'inflation est de 2,8 %. Quant au point d'indice de la fonction publique, il restera gelé, dans la continuité des politiques menées depuis 10 ans.

Une politique insupportable pour les classes populaires alors que l'INSEE estime l'augmentation du budget énergie des ménages à + 64 € par mois : + 41 % pour le gaz, + 21 % pour les carburants, + 3 % pour l'électricité. Les prix des produits alimentaires ou de première nécessité flambent. Le cours du blé a augmenté de 65 %, le coton atteint son plus haut niveau depuis 10 ans.

Les grèves se multiplient dans les entreprises, sur les salaires à l'occasion des NAO (négociation sur les salaires), contre les licenciements comme à la SAM de Decazeville où les travailleurs appellent à une manifestation à Paris le 12 janvier.

Les directions syndicales n'ont, quant à elle, aucun plan de bataille pour affronter la politique des classes dominantes. A la recherche d'un dialogue social impossible, elles continuent à égrainer les « journées d'action » au coup par coup, sans aucune perspective d'ensemble.

Le 11 janvier, la CGT a appelé à une journée de grève dans la santé et le secteur social à laquelle se sont joints plusieurs autres syndicats et collectifs. Cela sera l'occasion pour bien des personnels, médecins de dire leur colère et rompre avec le piège de « l'union nationale » sanitaire. Le 13 janvier, ce sera le tour de l'Éducation nationale.

Le 27 janvier, enfin, la CGT, FO, FSU, Solidaires et les syndicats lycéens et étudiants appellent à une grève interprofessionnelle sur les salaires. Les suites de cette journée ne pourront venir que de la base, des équipes militantes elles-mêmes, de leur capacité à nouer des liens, à se coordonner pour en faire un succès et discuter d'une politique.

Nous ne pouvons nous limiter comme le fait la campagne de la direction de la CGT au thème « *augmenter les salaires, c'est possible* », « *c'est bon pour l'économie* », se justifiant pour rester dans le cadre du « dialogue social » avec le gouvernement et le patronat. La lutte pour les salaires pose au contraire l'urgence d'affirmer nos exigences, nos besoins sans les limiter à ce qui serait bon pour l'écono-

mie c'est à dire compatible avec la concurrence capitaliste qui fait exploser les inégalités.

Un programme global pour répondre à leur incurie

La politique du gouvernement et du Medef démontre leur incapacité à répondre tant à la question sanitaire qu'à la question économique, sociale. Ils deviennent d'efficaces propagateurs de l'idée qu'il n'y a pas d'issue sans remise en cause de leur système. C'est bien de cela dont nous avons besoin de discuter pour préparer le 27 janvier à la base, dans les UL, entre militants de différents syndicats, salariés de différentes entreprises, collectifs interpros, Gilets jaunes, non syndiqués, jeunes précaires, intérimaires... S'organiser, discuter d'un programme pour nos luttes et changer le monde maintenant.

Face à la paupérisation des travailleurs et des classes populaires, il faut non seulement imposer une augmentation de 300 euros nets par mois et pas de revenu inférieur à 1800 euros net, mais aussi poser la nécessité du contrôle sur les prix par les travailleurs et la population, seul moyen d'imposer une réelle échelle mobile des salaires.

Face aux licenciements, il n'y a pas d'issue dans les « repreneurs » ou les « pouvoirs publics », qui distribuent bonnes paroles et subventions, sans contester le pouvoir des patrons de licencier comme bon leur semble. Il nous faut imposer l'interdiction des licenciements, imposer la répartition du travail entre tous sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes, socialiser les entreprises qui licencient alors qu'il y a tant de besoins.

De la même façon, il n'y aura pas de réponse à la crise sanitaire sans l'intervention directe de l'ensemble du personnel soignant comme de la population.

Les classes dominantes et leurs serviteurs entraînent la société dans un marasme sans fin. Il n'y a pas de réponse sans l'intervention du monde du travail et des classes populaires pour mettre en œuvre les mesures indispensables pour protéger la santé et les conditions de vie, mettre en œuvre une autre façon de produire, basée sur la planification démocratique et la coopération et non sur la mise en concurrence généralisée.

Dans un article de Médiapart du 4 janvier¹ intitulé « *Le gouvernement a renoncé à toute réponse économique globale à la crise sanitaire* », Romaric Godin écrit : « *La réalité est bien que face à l'émergence de l'imprévu, la planification d'une production qui assume de ne pas être destinée uniquement à des besoins immédiats est la seule solution. Tout cela, bien entendu, doit s'accompagner d'une refonte complète des chaînes de production et d'approvisionnement* ».

C'est vrai, il ne peut y avoir d'issue sans changer de mode de production, stopper la fuite en avant du capitalisme sénile et, il faut aller jusqu'au bout du raisonnement, sans révolution démocratique, sans le contrôle de la population sur la marche de la société.

Isabelle Ufferte, Laurent Delage

1 <https://www.mediapart.fr/journal/economie/040122/le-gouvernement-renonce-toute-reponse-economique-globale-la-crise-sanitaire>

Les vingt ans de l'euro ou l'échec de l'Europe du capital comme des souverainistes, Place à une Europe des travailleurs et des peuples !

L'installation le 31 décembre du drapeau européen sous l'Arc de triomphe voulue par Macron pour marquer le premier jour de sa présidence de l'Union européenne a déclenché parmi toutes celles et ceux qui tricolorent une polémique tout aussi ridicule et dérisoire que la gloriole présidentielle.

Le Pen a crié à la provocation, un drapeau européen au-dessus de la tombe du soldat inconnu, « *une offense pour ceux qui se sont battus pour la France* » et une « *victoire patriotique* » quand il a été retiré le lendemain ! Un « *outrage* » pour Zemmour. Un « *effacement de l'identité française* », s'est emportée Péresse qui se veut « *patriote et européenne* » et aurait « *aimé qu'on affiche à côté du drapeau européen le drapeau français* ».

Une partie de la gauche n'a pas manqué de participer au concert d'indignation, Mélenchon « *choqué* » lui aussi, s'est revendiqué d'un décret de Sarkozy « *qui interdit de pavoiser sans les couleurs nationales* ». Le candidat du PCF, Roussel, a trouvé « *malvenu* » que Macron ait fait

retirer le drapeau français, « *symbole de la nation, de ces femmes et ces hommes qui ont combattu pour la France* » pour installer le drapeau européen « *qui est [...] synonyme de délocalisations, de désindustrialisation [...], synonyme aussi de perte de souveraineté* ».

Les politiciens y compris dits de gauche ne loupent pas une occasion de proclamer leur nationalisme. Un nationalisme bien sûr très républicain, attaché à l'État français qui répartit et garantit leurs petits privilèges. Au-delà de la farce, la polémique résume la contradiction entre les besoins du capital et l'histoire de la bourgeoisie et de ses serviteurs, incapables de rompre avec le cadre de l'État national pour construire une Europe démocratique encore aujourd'hui, vingt ans après la mise en circulation le 1^{er} janvier 2002 des billets et pièces en euro devenu aujourd'hui la monnaie officielle de 19 des 27 pays membres de l'UE.

L'UE, la réponse des bourgeoisies européennes face à l'évolution du capitalisme

« Nos générations n'ont jamais connu la guerre. J'aime l'Europe parce que c'est un projet de paix », a déclaré Macron dans son interview au *Parisien* le 5 janvier. Sauf que cette « paix » d'ailleurs toute relative -Macron oublie les sales guerres coloniales et la guerre dans l'ex-Yougoslavie en 1999- n'est pas le résultat d'un « projet » mais bien de l'hégémonie sans contestation possible de l'impérialisme américain. Après 1945, une nouvelle guerre opposant les puissances européennes entre elles était devenue impossible. Les bourgeoisies européennes furent même contraintes à une certaine forme de coopération sous l'impulsion des Etats-Unis qui avaient besoin de rétablir leurs économies détruites et exsangues pour favoriser leurs propres trusts et consolider des alliances face à l'URSS à qui les Alliés avaient dû concéder un partage de l'est de l'Europe dessiné par l'avancée des armées sur le terrain. C'est l'objectif du plan Marshall en 1947, de l'Otan en 49.

La baisse des tarifs douaniers, à laquelle les États-Unis avaient poussé pour favoriser la pénétration de leurs propres exportations en Europe, fut accélérée à la fin des années 50 par la perte par les bourgeoisies européennes des immenses marchés que constituaient leurs colonies. D'où la naissance du Marché commun en 1957 puis son élargissement au cours des décennies suivantes.

A la fin des années 70 l'offensive libérale et impérialiste, la lutte pour le taux de profit, dont Reagan, Thatcher puis Mitterrand furent les promoteurs, aboutit à une déréglementation dont l'objectif était de faire disparaître tous les obstacles à la libre circulation des marchandises et des capitaux, à la rentabilisation maximale de ces derniers par la réduction incessante des droits des travailleurs, à la suppression de marchés d'État protégés, à la diminution de toutes les dépenses de l'État utiles à la population. Le Marché unique en 1986, le traité de Maastricht en 1992, la création de l'espace Schengen en 1995 en furent l'aboutissement comme aussi, en 1999, la monnaie unique, l'euro, longtemps pensée comme impossible. Un traité constitutionnel européen imposé aux populations, malgré en France la victoire du Non en mai 2005, et qui traduisait en lois ces nouvelles réalités couronna le tout.

Les bourgeoisies européennes confrontées à la concurrence asiatique et américaine, engagées elles-mêmes dans l'offensive de la mondialisation capitaliste, avaient dû se départir de nombre de privilèges attachés à l'existence des frontières nationales et de l'État national. Une évolution fatale aux capitalistes les plus faibles mais les trusts, devenus multinationales, gagnaient d'un côté ce qu'ils perdaient de l'autre, leurs capitaux pouvant s'investir sans entraves dans le monde entier.

Cette évolution est le résultat de la mondialisation financière, sous le coup de la recherche effrénée de profit et grâce aux possibilités nouvelles offertes par les nouvelles technologies. Elle n'a fait qu'exacerber les contradictions du capitalisme, entre la socialisation de la production et la propriété privée et entre l'internationalisation des processus de production et d'échanges et le maintien des Etats

nationaux et des frontières. L'euro en particulier, monnaie unique sans État unifié, n'y a pas échappé.

2008-2015, la grande dépression, la crise du capitalisme financiarisé mondialisé exacerbe les contradictions

La crise financière provoquée par celle des subprimes aux États-Unis en 2007-2008 s'est propagée à l'ensemble de l'économie mondiale. Les institutions financières internationales et les Etats nationaux ont renfloué les établissements financiers à coup d'injections massives de liquidités qui ont gonflé les dettes publiques dont les Etats les plus pauvres de l'UE se sont trouvés incapables de rembourser les intérêts. A partir de 2008, les « Pigs » (Portugal, Italie, Grèce, Espagne) sont montrés du doigt avec mépris par les pays les plus riches de l'Europe et sommés de faire accepter à leur population des mesures d'austérité jamais vues depuis longtemps, diminution des salaires et des pensions de retraites, vagues de licenciements massifs. En 2011, une vague de mouvements de révolte, de grèves, d'occupation des places a lieu en Grèce et en Espagne entre autres. Extrême droite et ultra-nationalistes comme Aube Dorée en Grèce et la Ligue du Nord en Italie se renforcent en désignant comme responsables les autorités de l'UE et les pays les plus riches de celle-ci qui concocent les plans d'austérité et, aussi, les travailleurs les plus pauvres comme les migrants, les Albanais, les Roms ...

En Grèce, les partis traditionnels responsables des politiques de régression sociale, s'effondrent. En 2015, une coalition de la gauche radicale, Siriza, parvient au pouvoir, avec à sa tête Tsipras, sur la base d'un refus de nouveaux plans d'austérité imposés par l'UE, le FMI et la BCE. Les finances du pays très déficitaires sont étranglées par les marchés financiers, le chantage à la sortie de l'euro est porté à son comble. Tsipras finalement cède aux injonctions de la troïka européenne, une expression de l'impasse des politiques réformistes face à la dictature des marchés financiers.

Depuis, en Grèce comme partout, les États, les banques centrales, la BCE ont inondé les établissements financiers de liquidités sous forme de subventions, de plans de sauvetage ou de crédits à taux d'intérêt négatif tandis que les travailleurs et les populations sont sans arrêt davantage pressurés.

Les critères de Maastricht noyés par les flots monétaires pour sauver le système

Lorsque la pandémie du coronavirus a commencé à avoir un impact en Europe, les dettes publiques dans la zone euro ont explosé. Celle de la Belgique et de la France atteint presque 120 % du PIB ; celle de l'Espagne 125 % ; du Portugal, 140 % ; de l'Italie 160 %. La dette publique de la Grèce atteint 210 %.

Il n'est plus question de respecter les critères de Maastricht qui avaient été annoncés comme étant intangibles pour garantir la stabilité de l'euro, les 3 % maximum de

déficit et les 60 % du PIB pour la dette et avaient justifié les politiques d'austérité.

Les montants des dettes européennes sont d'autant plus importants que la BCE a racheté une bonne partie des dettes des États de l'UE, pour 3 900 milliards d'euros, plus de 30 % de la dette totale qui atteint 12 000 milliards €. Une manière de renflouer des États pour éviter leur faillite mais qui gonfle encore les montants de la dette et pourrait préparer un krach catastrophique en cas de resserrement de sa politique.

Montée des nationalismes, l'Europe forteresse, concurrence et spéculation, leur Europe au bord de l'explosion

Après un Brexit par lequel une grande partie de la population britannique s'est sentie flouée, il n'y a plus guère de monde dans la classe politique pour prôner la sortie de l'euro ou de l'UE. Même Zemmour, longtemps opposé à l'euro, répète que si « *l'entrée dans l'euro était une mauvaise idée, en sortir serait pire* ». Même chose pour Le Pen qui a bien compris qu'elle ne pourrait jamais accéder au pouvoir si elle n'acceptait pas le cadre de l'UE et l'euro.

Mais comme on l'a vu avec l'épisode du drapeau européen sous l'Arc de triomphe, la démagogie anti-européenne, nationaliste, chauvine, dont la fonction essentielle est de détourner le mécontentement et la colère provoqués par la régression sociale des vrais responsables, les classes dirigeantes du pays, contre l'étranger, contre l'autre, n'est jamais très loin. C'est le pain quotidien des régimes archi-réactionnaires des Orbán en Hongrie, Kaczyński et Duda en Pologne...

Cette logique du bouc émissaire, d'autant plus présente que l'exploitation et la pauvreté s'aggravent et que se tendent les rapports sociaux engendrent aux frontières de l'UE des tensions militaires qui pourraient éclater en conflit ouvert. Poutine a de nouveau massé des troupes russes en nombre -on parle de 175 000 soldats- à la frontière ukrainienne, comme pour une attaque. La Biélorussie s'est servie du flot des migrants voulant atteindre l'Europe, en passant en Pologne et en Lituanie comme d'une arme de chantage à quoi les deux pays en question ont réagi, avec le soutien de l'UE, par des murs, des barbelés, et des violences sans nom contre les migrants.

Car la liberté de circulation à l'intérieur de l'UE va de pair avec le renforcement de ses frontières extérieures, des polices de la Frontex chargées de refouler hors de l'UE les femmes, les hommes et les enfants qui veulent échapper à la misère, à la famine, à la dictature et aux guerres. Selon des chiffres officiels, 2561 personnes recensées ont perdu la vie entre janvier et novembre 21 en tentant de rejoindre l'Europe par la mer.

Macron, « dans le même temps » servir la France et l'Europe des riches

La présidence de l'Union européenne tombe à pic pour Macron qui compte bien profiter de l'aubaine pour se

donner de la hauteur par rapport à ses concurrents à l'élection présidentielle. Il se veut moderne et éclairé en se disant européen mais son Europe, celle des capitalistes, celle de la BCE, est arriérée et anachronique.

Il s'est prononcé farouchement contre l'ouverture des frontières extérieures de l'Europe pour les migrants avec un cynisme qui fait figure de provocation, en réponse à la mort de 27 migrants suite au naufrage de leur embarcation dans la Manche le 27 novembre. « *Quand un État membre doit soudainement faire face à une crise qui exige de renforcer le contrôle aux frontières extérieures de notre Union, il doit pouvoir compter sur l'appui de Frontex, agence commune dont c'est la vocation, mais également sur le renfort solidaire des États membres en policiers, gendarmes et matériel* », avait-il déclaré à ce propos lors de sa conférence de presse sur les affaires européennes.

Macron a réaffirmé son ambition d'une Europe de la Défense, surarmée pour le plus grand profit des Dassault, Thalès, Airbus et autres Safran, capable d'intervenir sur d'autres continents comme la France le fait depuis des décennies en Afrique pour soutenir des dictatures corrompues et préserver les intérêts des multinationales européennes face à la Chine ou d'autres concurrents de taille. Son ambition est de servir les intérêts de la France et de l'Europe, c'est-à-dire les intérêts des plus riches, capitalistes et grandes fortunes, françaises et européennes. Macron comme ses semblables ne connaît en réalité que des frontières de classe, son nationalisme ne sert qu'à la protection des privilèges des plus riches et à tromper les pauvres, en leur faisant croire qu'ils ont des intérêts communs avec les classes dirigeantes de leur pays. Et il en est de même pour l'Europe.

Et quand il parle de favoriser la « relance », c'est faire au niveau de l'Europe ce qui se passe en France, subventions par mille biais aux capitalistes et mesures de restriction et de baisse du « coût du travail » pour les travailleurs et les pauvres.

Non à l'Europe de la BCE et de la finance, exproprier les banques, annuler la dette, ici comme en Europe prendre le contrôle de la société

L'Europe ne manquera pas d'être, comme elle l'a déjà été de 2011 à 2015, un point névralgique de la crise du capitalisme sénile, crise financière, économique, de la dette, et le point faible de la domination de l'oligarchie financière, car sans centre politique réel et unifié. Tous les drames engendrés par le maintien d'un mode de production dépassé, archaïque parce que reposant sur la propriété privée capitaliste y sont posés : chômage, misère et surexploitation, violences, racisme, oppressions et discrimination de genre, crise climatique et destruction de la nature, crise sanitaire, autoritarisme de gouvernements évoluant vers la dictature...

Toutes les populations sont confrontées à ces problèmes et elles le seront de manière spécifique à l'échelle euro-

péenne, par le biais de la crise des dettes publiques et de la crise financière. Les travailleurs en lutte auront à leur programme l'annulation des dettes publiques, la réquisition des banques et de tous les outils de production et de distribution appartenant aux multinationales pour organiser la planification démocratique d'une économie répondant à la satisfaction des besoins de tous et à la prise à bras le corps de la question écologique.

« *Contre le mot d'ordre réactionnaire de la défense nationale*, écrivait Trotsky en conclusion du *Manifeste d'alarme*

écrit en mai 1940¹, *il faut lancer celui de la destruction révolutionnaire de l'État national. À la maison de fous de l'Europe capitaliste il faut opposer le programme des États-Unis socialistes d'Europe comme étape sur la route vers les États-Unis socialistes du monde* ». Une stratégie d'une profonde actualité dont la nécessité et les conditions objectives pour sa mise en œuvre, sa réalisation, ont mûri avec le développement du capitalisme.

Galia Trépère

¹<https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1940/05/lt19400523.htm>